

# ETHIOPIA

Organisé  
ethiopiennement  
sous le patronage  
National  
de Presse  
de l'Assemblée  
Nationale  
de la République  
de Guinée

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ  
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

LE PROGRES, NOUS NE POUVONS LE CONSILDERER QU'EN TANT QU'ACCUMULATION DE MOYENS ET EXTENSION DES POUVOIRS DONT DISPOSENT LES SOCIETES, POUR AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE ET ACCROITRE LE BIEN-ETRE DE L'HOMME.

SEKOU TOURE.

## NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE

### Panorama hebdomadaire de la politique africaine

L'Algérie et Bizerte, dont nous avons traité dans ce numéro, continuent de se partager la vedette de l'actualité.

Aux dernières nouvelles, M. Krim Belkacem, de retour à Tunis, aurait déclaré la ferme intention du G.P.R.A. de reprendre dès que possible les négociations, à condition que le gouvernement français abandonne son attitude intransigeante tendant à la sécession du Sahara.

A propos du Sahara, on aurait reproché au Président Bourguiba d'avoir conclu des accords secrets avec le Président de Gaulle au cours de leur rencontre à Rambouillet cette année. Selon ces sources tendancieuses, M. Bourguiba aurait convenu avec le Président français de laisser de côté la question de Bizerte jusqu'à la fin des combats en Algérie, en échange de quoi le général de Gaulle aurait fait des promesses au sujet du Sahara et du pétrole. Naturellement, le président Bourguiba a tenu à démentir ces rumeurs. « Il n'existe aucun accord secret, ce n'est pas dans ma manière » a-t-il déclaré.

Commentant la conférence de presse qu'à tenue, jeudi, le président tunisien, Le Figaro et Paris-Jour voient, dans sa proposition de discuter d'un calendrier pour l'éva-

Voilà comment les manitous de la haute finance américaine luttent contre la discrimination raciale en Afrique du Sud.

#### SUD-OUEST 'AFRICAIN

« La situation dans le Sud-Ouest Africain continue de faire peser sur la paix et la sécurité internationales une grave menace à laquelle il faut faire face d'urgence si l'on veut mettre un terme à cette situation, sans qu'il en résulte de conséquences regrettables », déclare le mémorandum transmis le 27 juillet au Conseil de Sécurité par le président de la Commission d'enquête de l'O.N.U. pour le Sud-Ouest Africain, M. Enrique Rodriguez Fabregat, de l'Uruguay.

#### AU DAHOMY

Les Portugais ont du évacuer l'enclave de Ouidah, à la demande du Président Hubert Maga. Avant de se retirer ils ont mis le feu au fort Saint-Jean-Baptiste, construction datant du XVII<sup>e</sup> siècle.

#### EN REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le boycott par de nombreux pays des marchandises sud-africaines en signe de protestation contre la honteuse politique d'apartheid et la fuite des capitaux étrangers, ont fait tomber d'une façon catastrophique les réserves de la République en devises de 427 millions de dollars à 224 millions de dollars.

Pour reconquérir les marchés, les fabricants sud-africains ont cessé de marquer « by South Africa » sur leurs marchandises.

Venant à la rescousse des racistes, le Fronte Africain

La Côte d'Ivoire de son côté s'apprête à fêter ce grand jour lundi.

#### FETES COMMEMORATIVES DE L'INDEPENDANCE DANS LES PAYS DE L'ENTENTE

Au Dahomey, au cours des cérémonies marquant le premier anniversaire de l'indépendance, M. Hubert Maga, Président de la République a posé la première pierre de la « Place de l'Indépendance 1<sup>er</sup> Août 1961 » et annoncé un plan quadriennal de développement économique.

Le Niger et la Haute Volta ont commémoré le premier anniversaire de leur indépendance successivement les 3 et 5 août.

La Côte d'Ivoire de son côté s'apprête à fêter ce grand jour lundi.

### La semaine dans le monde

Tandis que l'affaire de Bizerte bat son plein sur le terrain politique, que la situation demeure assez confuse au Congo (nous vous donnons, à part, les nouvelles du Continent Africain) l'attention s'est portée, dans le monde, au cours de la semaine, sur le nouveau programme du parti communiste de l'U.R.S.S. dont vous trouverez, dans notre prochain numéro, les principaux extraits). Bien que ce programme en appelle au désarmement mondial, la conférence sur le désarmement, qui se tenait à Moscou, a été ajournée *Sine die*. La commission des Finances du Sénat américain a augmenté de la modeste somme d'un milliard de dollars le montant des crédits demandés par le Président Kennedy en vue de renforcer le potentiel militaire des U.S.A.

Toujours aux U.S.A., on « renouvelle » les cadres de la C.I.A. (service de renseignements) M. Hamilton, avocat de Wall Street remplacera M. Allen Dulles à la tête de cet organisme. M. Hamilton avait été chef du Comité

de guerre économique américain : « The right man in the right place. »

De la C.I.A., sans y voir aucun rapport, passons à Cuba où la situation est à nouveau tendue. On s'ingénie du renforcement inhabituel de la base militaire américaine géante de Guantanamo, située en territoire cubain.

En Europe, après la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande ont demandé d'adhérer à leur tour au marché commun. Les membres de l'Association européenne de libre échange sont ainsi peu à peu entraînés vers les six autour desquels ils se contentaient jusqu'ici de graviter à distance. La Suède, la Norvège et la Suisse pourraient, peut-être, suivre l'exemple.

En France la suspension des pourparlers avec le F.I.N. due à l'intransigeance de M. Joxe sur le Sahara, continue à susciter des remous dans l'opinion, la plupart défavorables au gouvernement. On s'attend, l'affaire de Bizerte en plus, à une « maghrébisation » du conflit.

Les grandes rencontres



# Nouvelles du Continent africain

## L'AFFAIRE DE BIZERTE LES FARCES KATANGAISES

(suite de la page 1)

on vient nous proposer la coopération... Les tunisiens en ont assez. Elle leur apporte tous les malheurs!

Le magazine « News Week » a demandé au Président Bourguiba dans une interview, s'il ordonnerait une reprise des combats au cas où les Français refuseraient de partir. Le Président tunisien a répondu :

« Aucun compromis n'est plus possible. Je n'aurais pas à donner l'ordre de combattre. La bataille reprendrait toute seule ! »

L'agence marocaine « Maghreb Arabe Presse » constate : « En déclarant la bataille pour l'évacuation de Bizerte, le gouvernement tunisien, avec une affaire nationale, vient de faire avancer d'un pas de géant la marche de l'Afrique vers son unité, renforçant les liens de solidarité avec le monde arabe. »

« La Tunisie, un moment sur la voie du semi-engagement, doit à présent rejoindre sans tarder les pays non-engagés. Elle doit faire son entrée effective et active dans le groupe de Casablanca, ratifier la Charte dont les principes de base ont été mis à l'épreuve spontanément et vis-à-vis d'un pays qui ne l'avait pas signée. La Tunisie, dont le peuple a gardé intact son potentiel révolutionnaire, doit figurer parmi les Etats africains authentiquement indépendants, qui ne reçoivent les mots d'ordre ni de l'est ni de l'ouest, mais de leurs peuples. La Tunisie doit être présente à Belgrade le 1<sup>er</sup> septembre. »

Le journal français « Combat » est désabusé : « Entracte à l'O.N.U., échec à Lugrin, compromet le règlement séparé des problèmes tunisiens et algériens, et rendent inévitable la maghrébis-

frères pour chasser les français de cette base.

Certains chefs d'Etat africains, trop liés à l'agresseur, et d'autre part craignant de perdre la face, jouent le jeu difficile de sympathiser avec à la fois la victime et l'assassin, autrement dit avec le peuple tunisien et l'impérialisme français.

Certains se bornent à « déplorer un état de fait dont le règlement ne saurait se faire en dehors de la « compréhension mutuelle », de la « amitié », et de la « maîtrise de soi. »

Il est vrai que leur position vis-à-vis de la solidarité africaine est d'autant plus inconfortable qu'ils sont pris entre leurs affinités naturelles et les obligations que certaines alliances gênantes font peser sur leur politique.

D'autres s'associent également entre deux chaises en se posant en médiateurs, allant même jusqu'à rendre hommage au Général de Gaulle « qui, avec tant de clairvoyance et de générosité, a montré à l'Afrique Noire combien la France demeurerait fidèle à sa tradition révolutionnaire et à sa vocation libératrice. »

Voilà qui, au moment de l'agression à Bizerte et de la guerre d'Algérie, nous paraît d'un humour vraiment déplacé !

A moins, actuellement, que ce ne soit du cynisme ; à noter que ces déclarations peuvent n'être pas étrangères au pacte de coopération et de défense entre la France, le Niger, la Côte d'Ivoire et Dahomey, pacte que la Côte d'Ivoire, ou plutôt son gouvernement a ratifié jeudi matin. Il s'agit du traité et des accords de coopération conclus le 24/4/1961, ainsi que de l'accord de défense (conclu à la même

Bon gré mal gré, Mobutu attendit une petite heure sur la rive du Congo-Léopoldville, des fois que le ferry-boat de Tschombé viendrait à passer, comme un malin ? lui avait fait croire.

Ne voyant rien venir, il se décida à téléphoner à Brazzaville, craignant que Moïse n'ait pris l'eau. Moïse était tout simplement dans son lit. Il s'excusa d'une voix malade : il souffrait de troubles cardiaques...

C'est d'ailleurs ce qui lui arrive chaque fois qu'on lui parle de retourner à Léopoldville, Kasavubu et Mobutu ont beau être devenus ses très bons amis, il n'aime pas aller les trouver là-bà : ça lui rappelle de mauvais souvenirs.

Mais comme Kasavubu, à son tour ne voulait pas se déranger pour aller à Brazzaville, il fallait quand même trouver une solution. On avait besoin, à Léopoldville, d'urgence, du renfort des députés katangais pour faire bloc contre les humuhumistes.

Puisque Tschombé, méfiant, ne peut pas aller voir Kasavubu chez lui, et que Kasavubu, vexé, ne veut pas se déranger pour rencontrer Tschombé au diable, chez l'abbé Youlou, comment faire ? Tschombé se souvient alors qu'il existe dans une grande île, un vieil homme de bons conseils, l'île est lointaine, mais il y a le

(suite de la page 1)

Madagascar. Il demande Madagascar et à M. Tzirana au bout du fil. M. Tzirana lui susurre quelque chose dans l'écouteur, après quoi Tschombé se tâte : peut-être ira-t-il quand même à Léopoldville ? Enfin, il hésite.

Sur ces entrefaites, un visiteur se présente : « M. O'Brien, de l'O.N.U. ». Il vient prier Tschombé à souper. On parle de pluie et du beau temps. Finalement, Tschombé déclare qu'il est de moins en moins sûr de ne pas aller voir Kasavubu.

S'accordant un temps de réflexion, il rentre néanmoins à Elisabethville.

Pendant ce temps, qu'avait fait M. Munongo ?

Eh bien, M. Munongo, furieux de ce que les américains et leurs alliés hésitent toujours à reconnaître le Katanga comme « Etat », en avait tout simplement appelé aux soviétiques.

« Convaincu de la justesse de ses vues, avait-il déclaré tout de go, le Katanga a tendu la main aux puissances occidentales, à l'Amérique et à l'O.N.U. : en vain ! »

L'opinion internationale s'étonne que nous nous tournions maintenant vers les puissances de l'Est. Elle qualifie ce geste de chantage. C'est faux ! Las de demander en vain la compréhension

et l'aide de ceux que nous considérons comme nos amis, il ne nous reste plus qu'à tendre la main au camp opposé et à examiner ses propositions. La rapidité de ses réaction nous change, en tout cas, des attermoissements du monde occidental ».

Le Président Tschombé m'a dit ce matin au téléphone qu'il avait rencontré l'envoyé spécial de l'O.N.U., M. Mahmoud Khitari (Tunisie). Il a cherché plutôt à dissuader le Président Tschombé de demander l'aide soviétique qu'à organiser une rencontre entre les deux Présidents (Tschombé Kasavubu).

M. Khitari ferait mieux de se précoccuper de Bizerte que de nos affaires. Au fait, qu'ont jamais fait pour nous les Arabes, que nous kidnapper et nous rendre comme esclaves ».

Après cette énergique intervention contre la tentative de M. Khitari de kidnapper Tschombé pour le soustraire aux griffes des soviétiques, M. Munongo devait se voir contredire par ses propres amis, dont le frère de Tschombé, en visite aux U.S.A.

Il est impossible, déclare la mission Katangaise à New-York, que le Katanga s'adresse à l'U.R.S.S. Les Etats-Unis sont les principaux fournisseurs du Katanga auquel ils vendent équiperment minier, voitures, frigidaires, etc...

Il est vrai qu'ils nous ont refusé dix avions, mais nous les avons eus par l'Allemagne de l'Ouest (tout finit par s'arranger.)

La mission Katangaise aux U.S.A. n'avait d'ailleurs pas besoin de démentir que le Katanga ait l'intention de s'adresser à l'U.R.S.S.

**Nouvelles syndicales**  
Après la réunion de secrétariat de l'UNION SYNDICALE PANAFRICAIN

tion du conflit. »

Autre son de cloche aux U.S.A. : le « **Christian Science Monitor** »

de Boston trahit l'inquiétude du bloc militaire de l'O.T.A.N. devant l'éventualité de la perte de Bizerte. Aussi le « **Christian Science Monitor** » suggère-t-il à la France non pas de traiter, ou de se retirer, mais... d'attaquer!

« Le premier pas, écrit, cette feuille, doit être fait par la France. Il n'est pas nécessaire que ce soit un retrait. Ce pourrait même être une contre-attaque. (1) Paris doit changer de stratégie. Paris devrait être prêt à brandir vigoureusement son dossier à l'O.N.U., qui pourrait comprendre une accusation d'agression contre l'invasion du Sahara par la Tunisie. (...) »

L'agression française contre la Tunisie a suscité dans le monde de nombreuses manifestations de solidarité envers le peuple tunisien. A part celles, spontanées et sans réserve des **pays africains signataires de la Charte de Casablanca**, et celle du **Soudan**, il convient de citer la note adressée au secrétaire général de l'O.N.U. par M. Sylvanus Olympio, Président de la République du Togo « Le Togo, déclare le Président Olympio dans son télégramme, appuie pleinement les revendications de la Tunisie sur la base de Bizerte. »

De son côté, le premier ministre du **Nigeria** El Hadi Aboubacar Tafawa Balewa, a accusé la France d'avoir agi d'une façon meurtrière à Bizerte, et s'ouhaité que les pays africains puissent coordonner rapidement leurs propres moyens de défense pour être à même de riposter à de semblables actes d'agression. M. Khaleb Hassouna, secrétaire, général de la **Ligue Arabe**, a déclaré que la Tunisie pouvait compter, en tout cas, sur l'aide militaire des pays arabes.

« L'évacuation des forces françaises de la base de Bizerte, a dit M. Hassouna, est une nécessité absolue. Le gouvernement et le peuple tunisien peuvent compter sur l'assistance militaire que vont leur accorder les pays arabes »

(date) entre la France et les trois pays susnommés.

Cependant, au Dahomey, troisième signataire pressenti desdits accords, le Président Hubert Maga a déclaré que son pays était intervenu dans les crises d'Angola et de Bizerte parce qu'il soutenait la solidarité africaine.

En vue d'établir la somme de solidarité sur laquelle la Tunisie peut compter de la part des peuples africains frères, M. Mohamed Masmoudi est parti mercredi pour Dakar, où il a été sympathiquement accueilli. De la capitale sénégalaise il devait gagner Abidjan et d'autres capitales africaines.

A **Moscou**, M. Khrouchchev a déclaré qu'une intervention directe de l'Union Soviétique dans l'affaire de Bizerte n'avait pas été envisagée, étant donné que ce problème fait actuellement l'objet d'une tentative de règlement devant les Assises internationales. (selon la proposition afro-asiatique de réunir l'Assemblée générale de l'O.N.U. pour statuer sur l'affaire.)

Aux **U.S.A.** où l'on redoute une pareille réunion qui internationaliserait la question de Bizerte, on a délégué M. Stevenson à Paris et Tunis, avec mission d'encourager un règlement bilatéral entre la France et la Tunisie.

« **L'Assurance ne paraît chère qu'avant l'accident.** »  
Assurez vos services et assurez-vous à la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances. Siège social : 2<sup>e</sup> Boulevard, ex-Salle d'Exposition de l'Energie Electrique, Conakry.

Acheter et lire « **Horoya** »,

C'EST BIEN...

S'y abonner,

C'EST MIEUX !!

Le bureau de l'Union syndicale Panafricaine s'est réuni à Casablanca à la mise en place de son secrétariat permanent.

Le bureau a également procédé à un examen approfondi de la situation syndicale en Afrique en fonction du développement de la conjonction internationale. Il a enregistré avec satisfaction les résonances profondes du Congrès historique de Casablanca qui a accéléré la prise de conscience des masses africaines et renforcé le courant unitaire.

Le bureau se félicite du soutien que ne cessent de lui manifester les organisations syndicales et populaires des différents continents et en particulier la Conférence des peuples africains et la Conférence de solidarité des peuples Afro-Asiatiques.

Le bureau a constaté cependant avec regret l'initiative d'une certaine centrale de provoquer une conférence syndicale à Dakar. Il considère cette initiative qui intervient deux mois seulement après la tenue du Congrès de Casablanca non seulement comme négative, et gratuite, mais de nature à créer le doute et la confusion qui engendrent la division dans les rangs des travailleurs et ne peuvent profiter en définitive, qu'à l'impérialisme et ses valets serviles.

C'est pourquoi, le secrétariat permanent de l'U.S.P.A. n'estime pas utile de répondre à l'initiative et demande à ses membres de ne pas y participer.

Le secrétariat a décidé d'apporter son appui total au G.P.R.A. dans son action pour l'indépendance et l'intégrité de l'Algérie et son Sahara et soutient sans réserve la lutte des peuples d'Angola et d'Afrique du Sud pour leur indépendance.

L'U.S.P.A. salue la prochaine tenue de la Conférence des pays non-engagés et formule l'espoir que de ses débats se dégage une orientation de nature à renforcer la lutte des peuples pour une libération réelle et une paix durable.

Le bureau lance un appel chaleureux et fraternel à tous les travailleurs d'Afrique pour qu'ils

réalisent leur unité et renforcent l'U.S.P.A. pour mener ensemble la lutte pour le progrès, la démocratie et la Paix.

A l'issue du Congrès du Syndicat national des Enseignants de la République de Côte d'Ivoire tenu à Abidjan du 6 au 9 juillet 1961, la Fédération des Enseignants d'Afrique Noire tient à préciser qu'elle n'a pas envoyé de délégué au dit Congrès.

Toutefois, le camarade Mamadou Traoré Ray-Autra, secrétaire à la Presse et aux Questions culturelles de la Fédération a apporté aux assises de ce Congrès le message fraternel du Syndicat national des Enseignants de Guinée qui l'avait délégué à cet effet.

Il n'a reçu aucun pouvoir pour parler et agir au nom de la Fédération avec des organisations d'enseignants non membres de cette Fédération.

C'est le cas du Syndicat national de l'Enseignement Laïc du Sénégal (S.Y.N.E.L.S.) dont les représentants à Abidjan ont pu, dans le cadre des rencontres de responsables syndicaux avoir avec Ray-Autra des causeries ou des entretiens à caractère strictement privé qui n'engagent ni la Fédération des Enseignants d'Afrique Noire ni le Syndicat national des Enseignants de Guinée.

Le bureau exécute précise qu'en vertu des dispositions statutaires de la Fédération, il ne peut avoir de rapports qu'avec un syndicat par territoire, à savoir pour le Sénégal, le Syndicat Unique de l'Enseignement Laïc (S.U.E.L.).

Il déclare donc nulles et sans fondement les informations qui ont pu être diffusées tant à la radio que dans la presse sur un accord hypothétique de la Fédération avec les représentants du Syndicat national de l'Enseignement Laïc du Sénégal.

Le camarade Mamadou Traoré Ray-Autra a accompli sans la débordance sa mission de délégué fraternel ainsi qu'en témoigne son intervention au Congrès.

Pour le Bureau Exécutif,  
Le Secrétaire général :  
Koumadian Keita

Les « **Izvestia** », de Moscou, à l'annonce de l'appel du pied du pire Munongo, avaient tenu à rappeler :

« Il va sans dire que l'Union Soviétique n'a aucune intention d'avoir affaire avec la clique de fanatiques qui ont vendu et trahi la liberté et l'honneur de leur peuple ».

La mise au point était courte, mais précise... Munongo n'a pas insisté.

## Les entretiens de Lugrin sont suspendus

Les pourparlers de Lugrin, qui devaient faire suite à la tentative manquée d'Evian, sont morts avant que d'être nés, étant donnée l'obstination des émissaires français à vouloir ignorer l'unité de l'Algérie.

« En demandant que le Sahara soit mis au frigidaire, a déclaré M. Krim Belkacem, leader de la délégation F.L.N. aux pourparlers, le gouvernement français a montré son désir de refuser les négociations ».

Expliquant que l'entêtement du gouvernement français à vouloir séparer le Sahara de l'Algérie, avait provoqué, la semaine dernière, l'ajournement de la conférence qui s'était ouverte, le 20 juillet, au château de Lugrin, M. Belkacem Krim a dit que le F.L.N. était toujours prêt à reprendre les négociations, mais qu'il ne pouvait le faire sur la base d'une Algérie amputée des quatre cinquièmes de son territoire !

# La vie dans la Nation

Samedi 5 Août 1961 — HOROYA

L'Université Ouvrière Africaine

## UN CREUSET PERMETTANT AUX TRAVAILLEURS

Quelle que soit la langue imposée par le colonisateur DE RÉALISER ENSEMBLE LES OBJECTIFS COMMUNS AUX PEUPLES AFRICAINS

A l'intention de nos lecteurs, notre camarade Gastaud, professeur à l'Université Ouvrière Africaine, a bien voulu accorder avant son départ l'interview que nous reproduisons ci-dessous à notre envoyé spécial :

Question : A l'intention de nos lecteurs de HOROYA, pourriez-vous nous parler, M. le professeur, de l'évolution des séminaires depuis votre arrivée en Guinée?

Réponse : Sur l'initiative de l'U.G.T.A.N., le premier séminaire syndical était ouvert à Dalaba du 6 au 22 février 1960. Il était consacré plus particulièrement aux militants devant acquérir la connaissance des problèmes de sécurité sociale. A la suite de ce séminaire, une conférence sur la sécurité sociale s'est tenue à Dakar. Plusieurs secrétaires de la C.N.T.G. y prirent part.

Depuis sa création, l'Université Ouvrière Africaine a déjà contribué à la formation de 175 cadres venus de toutes les parties d'Afrique de langue française, ainsi que de l'Angola, de la Guinée, du Portugal et de Sao Thomé. Cette initiative de l'U.G.T.A.N. quant à la formation des cadres a été saluée avec enthousiasme par les organisations syndicales africaines. C'est grâce à l'aide de la C.N.T.G. et à la solidarité du mouvement syndical révolutionnaire qu'elle pu se développer. L'orientation de l'école et son programme ont été mis en place par la direction de l'U.G.T.A.N. et les cours sont également contrôlés par elle.

## LE CONSEIL

### DES MINISTRES

Le Conseil des ministres s'est réuni le 27 juillet, de 10 heures à 15 heures sous la présidence du chef de l'Etat.

La Chambre Economique qui devient le Conseil Economique de la République de Guinée, ne relève plus désormais du ministère du Commerce.

Il est créé, au sein du ministère du Commerce en remplacement de la direction du contrôle, une inspection générale du Commerce, rattachée à l'inspection générale des Affaires administratives et financières et exerçant un contrôle absolu sur toutes les activités commerciales.

L'Entreprise nationale d'Accommodation devient l'Entreprise nationale de Transport routier, d'Accommodation et de Consignation maritime (E.N.T.A.T.), placée sous la tutelle du ministre des Travaux publics et des Transports.

D'autre part, M. le Président de la République a informé l'assemblée du déroulement du voyage de la mission guinéenne actuellement à Cuba.

Le Conseil des ministres a arrêté ensuite diverses dispositions concernant l'accueil à réserver au Président de la République de Côte d'Ivoire, lors de sa prochaine visite officielle en Guinée. Le Conseil a terminé sa séance en examinant, en dernière lecture, le statut particulier du personnel enseignant de la République de Guinée.

Nouvelles de l'Enseignement

## CRÉATION DE STAGES

### DE PERFECTIONNEMENT PÉDAGOGIQUE

Ouverture à Conakry du stage des enseignants de la première circonscription

par M. Camara Bengaly

Le ministre de l'Education nationale a eu l'heureuse initiative de stager pédagogiquement pendant les grandes vacances scolaires, à l'attention d'une certaine catégorie d'enseignants. Cette mesure, a pour but de permettre aux moniteurs d'enseignement et autres instituteurs adjoints de parfaire leurs connaissances pédagogiques de mieux assimiler encore le rôle primordial d'éducateurs qui leur est dévolu.

Sont donc invités à se présenter à ces stages :

1° La totalité des moniteurs auxiliaires en service à la date du 30 juin 1961;

2° La totalité des moniteurs adjoins stagiaires en service à la date du 30 juin 1961;

3° La totalité des instituteurs adjoins stagiaires en service à la date du 30 juin 1961.

L'appel des stagiaires a été fait dans les différents centres le 1<sup>er</sup> août. A ces personnels s'ajoute celui recruté à la suite des derniers examens.

Tous ces stagiaires sont convoqués dans les centres de stage ci-après :

**A Conakry** : tous les stagiaires en service ou résidant dans les régions administratives de Cona-

initiallement à Labé et qui se tiendra finalement à Conakry du 14 au 17 août 1961.

« La qualité de l'enseignement reste essentiellement fonction de la qualité de l'enseignant. Il s'avère nécessaire, pour ne pas dire indispensable, que les enseignants de Guinée reçoivent une formation, tant intellectuelle que pratique basée sur toutes les données nécessaires, conformes aux réalités de notre peuple.

« En dehors des cours de formation pédagogique pure, les enseignants suivront, tout comme les élèves du cours secondaire, des cours d'éducation politique et civique qu'ils dispenseront ensuite à leurs élèves.

« Le Parti Démocratique de Guinée et le gouvernement de la République ayant pris des dispositions favorables pour encourager les enseignants, il appartiendra à ceux-ci de créer, par une formation professionnelle poussée, les conditions de leur propre promotion. Ceci est d'ailleurs valable pour l'ensemble des fonctionnaires de notre Etat, car, responsables que nous sommes de la conduite des activités politiques, administratives, culturelles, économiques, humaines et sociales,

parcours, quelles sont, M. le professeur vos impressions sur l'ensemble du stage du cinquième séminaire?

**Réponse :** Je vous parlerai d'abord de la composition du stage; le cinquième séminaire comprenait 35 étudiants dont 12 Guinéens, 7 Kamerunais, 5 Guinéens portugais, 2 Algériens, 2 Marocains, 2 Togolais, 3 Maliens et 2 Nigériens.

Dans l'ensemble, les militants étaient des responsables moyens. L'objectif de ce cinquième séminaire était essentiellement de donner aux militants une formation théorique limitée pour aider à former les esprits sur des bases scientifiques, en liant intimement la théorie et la pratique. Partant de cette méthode, les stagiaires ont été amenés à connaître les réalités guinéennes en visitant les chantiers du plan triennal.

Dans cette Université, aucun diplôme de classement n'est décerné aux élèves. Nous considérons que les résultats doivent être appréciés par les travailleurs eux-mêmes en tenant compte de la contribution nouvelle qu'ils apporteront à la défense de leurs intérêts et à la lutte pour l'indépendance. L'objectif de cette école est donc essentiellement de donner une formation élémentaire, et d'ouvrir une petite fenêtre sur toutes les connaissances économiques, syndicales et politiques; à les amener à lire pour toujours mieux connaître les réalisations concrètes afin d'aller sans cesse de l'avant.

Les élèves ont fait de très gros efforts, alors que certains parmi eux ont quitté l'école depuis un long moment; dans l'ensemble,

lutte des travailleurs est une et que celle de chacun s'inscrit dans le cadre des luttes internationales de tous ceux qui sont épris de paix et de progrès social; que les victoires des uns aident les autres et réciproquement.

La base commune qu'ont reçue les stagiaires aidera considérablement à la réalisation du mouvement syndical africain et à l'unité sur les objectifs de la Centrale panafricaine. Les nouveaux combattants sauront mieux distinguer où sont leurs véritables amis en Afrique et dans le monde: en s'appuyant toujours sur les masses, les jeunes militants auront appris qu'il faut d'abord obtenir leur confiance; que sans elles, un militant ouvrier n'est rien; qu'il faut toujours s'en référer à elles.

La direction de l'U.G.T.A.N. envisage l'ouverture de prochains séminaires permettant aux travailleurs des pays de langue anglaise de venir eux aussi s'instruire. Ainsi, les Africains quelle que soit la langue qui leur a été imposée par le colonisateur, se comprendront et pourront agir ensemble pour leurs objectifs communs d'indépendance, de paix et de progrès.

Sont également prévus les stages de formation des cadres éducateurs qui, dans toute l'Afrique, suivant les positions particulières de chaque territoire, pourront contribuer à la formation des centaines de militants de base en leur fournissant tous les éléments de confiance dans un avenir radieux pour leurs propres pays peuples.

**N.D.L.R. :** Expliquez, expliquez, telle est la devise de cette école. Les explications théoriques liées à la pratique renforcent la confiance de chacun dans la victoire contre les forces de la réaction, pour la libération de l'exploitation de l'homme. Chaque stagiaire a mieux compris que la route sera difficile, qu'elle ne sera pas jalonnée uniquement de succès et qu'il faudra être persévérant en s'appuyant toujours sur les masses si l'on veut réussir dans la grande entreprise de la réhabilitation de nos peuples et leur contribution au bien être de l'homme.

A.G.

Le Conseil des ministres s'est réuni mardi 1<sup>er</sup> août à 13 h 45 sous la présidence du Chef d'Etat.

Après des informations d'ordre général, le Président de la République a adressé des félicitations au ministre de l'Information pour le grand effort accompli déjà en vue de l'amélioration des programmes de la radiodiffusion. Il a fait cependant remarquer qu'il reste encore beaucoup d'efforts à fournir.

Le Conseil a ensuite constitué deux délégations gouvernementales :

1<sup>o</sup> MM. Paul Faber, ministre de la Justice; Diallo Telli, ambassadeur; Diallo Abdoulaye, ministre résident au Ghana, se rendront en mission auprès du Président de la République du Libéria.

2<sup>o</sup> MM. Diallo Abdourahmane, ministre d'Etat; Dramé Alouane, ministre de l'Industrie et des Mines; Baïdi Guéye, président de la Chambre Economique et Sociale, secrétaire général adjoint du gouvernement, représenteront la République de Guinée aux cérémonies de l'anniversaire de l'indépendance de la République de Côte d'Ivoire.

Le Conseil a aussi examiné et adopté dans le domaine commercial, un projet de décret relatif au Conseil national des programmes d'importation et d'exportation.

Il a achevé l'examen du statut particulier du personnel enseignant et fixé le taux de l'indemnité spéciale accordée à tous les enseignants servant en République de Guinée et dispensant effectivement un enseignement; cette indemnité varie selon la catégorie (moniteur, instituteur-adjoint, instituteur, professeur, directeur, chef d'établissement d'enseignement secondaire et technique).

2<sup>o</sup> A Kindia, tous les stagiaires en service ou résidant dans les régions administratives de Kindia, Télihé, Gaoual, Youkounkour, Daboli, Faranah, Din-guiraye et Kouroussa;

3<sup>o</sup> A Mamou : tous les stagiaires en service ou résidant dans les régions administratives de Mamou, Da'aba, Pita, Labé, Mali et Tougué;

4<sup>o</sup> A Kankan : tous les stagiaires en service ou résidant dans les régions administratives de Kankan, Siguiri, Beyla et Kérouané;

5<sup>o</sup> A Macenta : tous les stagiaires en service ou résidant dans les régions administratives de Macenta, Gueckérou, Kissidougou et N'Zérékoré.

C'est dans le cadre de cette décision que, mardi après-midi à 17 heures, a eu lieu dans les locaux du lycée classique de Donka l'ouverture du stage pédagogique organisé à l'intention des enseignants de la première circonscription.

M. Camara Bengaly, ministre de l'Information et du Tourisme représentant le gouvernement et le B.P.N., s'est exprimé en ces termes :

« Chers stagiaires,

« Le Parti Démocratique de Guinée, expression de notre peuple, a la charge et le devoir de rechercher, chaque jour, les conditions les plus objectives permettant à notre peuple de conduire son destin vers des lendemains meilleurs.

« C'est dans ce cadre que le stage pédagogique des moniteurs de l'enseignement a été organisé.

« L'enseignement occupe, dans notre politique révolutionnaire, une place importante, car la formation de notre jeunesse qui constitue l'avenir de notre nation, doit répondre aux exigences de notre évolution. C'est pourquoi le problème de l'enseignement est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine conférence du Parti Démocratique de Guinée, prévue

« Nous avons la conviction profonde que les enseignants de Guinée, auxquels nous rendons hommage pour les efforts déjà fournis dans le cadre de la reconversion, sauront toujours faire preuve de sentiments patriotiques pour mériter la confiance, la plus grande confiance placée en eux par le Parti et par le gouvernement.

« L'accomplissement des tâches qui leur sont assignées sera, nous en sommes certains, assuré avec l'esprit de suite, de sacrifice nécessaire qui s'impose pour faire honneur à la classe enseignante, faire honneur à notre nation et répondre, par conséquent, à la vocation africaine de la politique révolutionnaire du Parti Démocratique de Guinée.

« Les cours qui vous seront dispensés vont être sanctionnés par un examen de fin de stage pour la sélection des meilleurs d'entre vous, en vue d'une judicieuse répartition des classes à la rentrée prochaine, afin que les élèves puissent en bénéficier au maximum à leur retour.

« Vous avez donc à fournir les efforts qui s'imposent en la circonstance, pour non seulement recevoir les enseignements, mais les assimiler rapidement afin de les mieux utiliser dans l'intérêt de notre peuple.

« C'est le message que je suis chargé de vous transmettre au nom du Parti Démocratique de Guinée et du gouvernement de la République, convaincu d'avance que ce stage connaîtra un succès éclatant digne de vos efforts et de votre patriotisme ».

Le ministre-résident de Guinée au Ghana, M. Abdoulaye Diallo assistait à la cérémonie ainsi que M. Béhanzin directeur de cabinet du ministre de l'Education nationale et les inspecteurs primaires de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> circonscription MM. Eli Bleu et Touré Fodé.

# L'INFORMATION AU SERVICE DU PEUPLE ET DE SA RÉVOLUTION

# Nouvelles du Continent africain

## L'AFFAIRE DE BIZERTE LES FARCES KATANGAISES

(suite de la page 1)

on vient nous proposer la « Coopération »... Les tunisiens en ont assez. Elle leur apporte tous les malheurs ! »

Le magazine « News Week » a demandé au Président Bourguiba dans une interview, s'il ordonnerait une reprise des combats au cas où les Français refuseraient de partir. Le Président tunisien a répondu :

« Aucun compromis n'est plus possible. Je n'aurais pas à donner l'ordre de combattre. La bataille reprendrait toute seule ! »

L'agence marocaine « Maghreb Arabe Presse » constate : « En déclarant la bataille pour l'évacuation de Bizerte, le gouvernement tunisien, avec une affaire nationale, vient de faire avancer d'un pas de géant la marche de l'Afrique vers son unité, renforçant les liens de solidarité avec le monde arabe. »

« La Tunisie, un moment sur la voie du semi-engagement, doit à présent rejoindre sans tarder les pays non-engagés. Elle doit faire son entrée effective et active dans le groupe de Casablanca, ratifier la Charte dont les principes de base ont été mis à l'épreuve spontanément et vis-à-vis d'un pays qui ne l'avait pas signée. La Tunisie, dont le peuple a gardé intact son potentiel révolutionnaire, doit figurer parmi les Etats africains authentiquement indépendants, qui ne reçoivent les mots d'ordre ni de l'est ni de l'ouest, mais de leurs peuples. La Tunisie doit être présente à Belgrade le 1<sup>er</sup> septembre. »

Le journal français « Combat » est désabusé : « Entr'acte à l'O.N.U., échec à Lugrin, compromettent le régime séparé des problèmes tunisiens et algériens, et rendent inévitable la maghrébis-

frères pour chasser les français de cette base.

Certains chefs d'Etat africains, trop liés à l'agresseur, et d'autre part craignant de perdre la face, jouent le jeu difficile de sympathiser avec à la fois la victime et l'assassin, autrement dit avec le peuple tunisien et l'impérialisme français.

Certains se bornent à « déplorer un état de fait dont le règlement ne saurait se faire en dehors de la « compréhension mutuelle », de l'« amitié », et de la « maîtrise de soi. »

Il est vrai que leur position vis-à-vis de la solidarité africaine est d'autant plus inconfortable qu'ils sont pris entre leurs affinités naturelles et les obligations que certaines alliances gênantes font peser sur leur politique.

D'autres s'associent également entre deux chaises en se posant en médiateurs, allant même jusqu'à rendre hommage au Général de Gaulle « qui, avec tant de clairvoyance et de générosité, a montré à l'Afrique Noire combien la France demeurerait fidèle à sa tradition révolutionnaire et à sa vocation libératrice. »

Voilà qui, au moment de l'agression à Bizerte et de la guerre d'Algérie, nous paraît d'un humour vraiment déplacé !

A moins, actuellement, que ce ne soit du cynisme ; à noter que ces déclarations peuvent n'être pas étrangères au pacte de coopération et de défense entre la France, le Niger, la Côte d'Ivoire et Dahomey, pacte que la Côte d'Ivoire, ou plutôt son gouvernement a ratifié jeudi

matin. Il s'agit du traité et des accords de coopération conclus le 24/4/1961, ainsi que de l'accord de défense (conclu à la même

(suite de la page 1)

Bon gré mal gré, Mobutu attendit une petite heure sur la rive du Congo-Léopoldville, des fois que le ferry-boat de Tschombé viendrait à passer, comme un malin le lui avait fait croire.

Ne voyant rien venir, il se décida à téléphoner à Brazzaville, craignant que Moïse n'ait pris l'eau. Moïse était tout simplement dans son lit. Il s'exensa d'une voix malade : il souffrait de troubles cardiaques...

C'est d'ailleurs ce qui lui arrive chaque fois qu'on lui parle de retourner à Léopoldville, Kasavabu et Mobutu ont beau être devenus ses très bons amis, il n'aime pas aller les trouver là-bà : ça lui rappelle de mauvais souvenirs.

Mais comme Kasavubu, à son tour ne voulait pas se déranger pour aller à Brazzaville, il fallait quand même trouver une solution. On avait besoin, à Léopoldville, d'urgence, du renfort des députés katangais pour faire bloc contre les Lumumbistes.

Puisque Tschombé, méfiant, ne peut pas aller voir Kasavubu chez lui, et que Kasavubu, vexé, ne veut pas se déranger pour rencontrer Tschombé au diable, chez l'abbé Yombon, comment faire ?

Tschombé se souvient alors qu'il existe dans une grande île, un vieil homme de bons conseils, l'abbé Solimanou, mais il y a le

(suite de la page 1)

téléphone. Il demande Madagascar et a M. Tsiranana au bout du fil. M. Tsiranana lui susurre quelque chose dans l'écouteur, après quoi Tschombé se tâte : peut-être ira-t-il quand même à Léopoldville ? Enfin, il hésite.

Sur ces entrefaites, un visiteur se présente : « M. O'Brien, de l'O.N.U. ». Il vient prier Tschombé à souper. On parle de pluie et du beau temps. Finalement, Tschombé déclare qu'il est de moins en moins sûr de ne pas aller voir Kasavubu.

S'accordant un temps de réflexion, il rentre néanmoins à Elisabethville.

Pendant ce temps, qu'avait fait M. Munongo ?

Eh bien, M. Munongo, furieux de ce que les américains et leurs alliés hésitent toujours à reconnaître le Katanga comme « Etat », en avait tout simplement appelé aux soviétiques.

« Convaincu de la justesse de ses vues, avait-il déclaré tout de go, le Katanga a tendu la main aux puissances occidentales, à l'Amérique et à l'O.N.U. ; en vain ! »

« L'opinion internationale n'estime que nous nous tournions maintenant vers les puissances de l'Est. Elle qualifie ce geste de chantage. C'est faux ! Les de demander en vain la coopération.

sion et l'aide de ceux que nous considérons comme nos amis, il ne nous reste plus qu'à tendre la main au camp opposé et à examiner ses propositions. La rapidité de ses réaction nous change, en tout cas, des atermoiements du monde occidental ».

« Le Président Tschombé m'a dit ce matin au téléphone qu'il avait rencontré l'envoyé spécial de l'O.N.U., M. Mahmoud Khari (Tunisie). Il a cherché plutôt à dissuader le Président Tschombé de demander l'aide soviétique qu'à organiser une rencontre entre les deux Présidents (Tschombé Kasavubu). »

« M. Khari ferait mieux de se préoccuper de Bizerte que de nos affaires. Au fait, qu'ont jamais fait pour nous les Arabes, que nous kidnapper et nous vendre comme esclaves ».

Après cette énergique intervention contre la tentative de M. Khari de kidnapper Tschombé pour le soustraire aux griffes des soviétiques, M. Munongo devait se voir contredire par ses propres amis, dont le frère de Tschombé, en visite aux U.S.A.

« Il est impossible, déclare la mission Katanga à New-York, que le Katanga s'adresse à l'U.R.S.S. Les Etats-Unis sont les principaux fournisseurs du Katanga auquel ils vendent des équipements miniers, voitures, féridaires, etc... Il est vrai qu'ils nous ont refusé des avions, mais nous les avons eus par l'Allemagne de l'Ouest » (tout finit par s'arranger).

La mission Katanga aux U.S.A. n'avait d'ailleurs pas besoin de démentir que le Katanga ait l'intention de s'adresser à l'U.R.S.S.

## Nouvelles syndicales

### Après la réunion de secrétariat de l'UNION SYNDICALE PANAFRICAIN

tion du conflit.

Autre son de cloche aux U.S.A. Le « **Christian Science Monitor** » de Boston trahit l'inquiétude du bloc militaire de l'O.T.A.N. devant l'éventualité de la perte de Bizerte. Aussi le « **Christian Science Monitor** » suggère-t-il à la France non pas de traiter, ou de se retirer, mais... d'attaquer!

« Le premier pas, écrit cette feuille, doit être fait par la France. Il n'est pas nécessaire que ce soit un retrait. Ce pourrait même être une contre-attaque (1) Paris doit changer de stratégie. Paris devrait être prêt à brandir vigoureusement son dossier à l'O.N.U., qui pourrait comprendre une accusation d'agression contre l'invasion du Sahara par la Tunisie. (...)

L'agression française contre la Tunisie a suscité dans le monde de nombreuses manifestations de solidarité envers le peuple tunisien. A part celles, spontanées et sans réserve des **pays africains signataires de la Charte de Casablanca**, et celle du **Soudan**, il convient de citer la note adressée au secrétaire général de l'O.N.U. par M. Sylvanus Olympio, Président de la République du Togo « Le Togo, déclare le Président Olympio dans son télégramme, appuie pleinement les revendications de la Tunisie sur la base de Bizerte.

De son côté, le premier ministre du **Nigeria** El Hadj Aboubacar Tafawa Balewa, a accusé la France d'avoir agi d'une façon meurtrière à Bizerte, et souhaité que les pays africains puissent coordonner rapidement leurs propres moyens de défense pour être à même de riposter à de semblables actes d'agression. M. Khaleb Hassouna, secrétaire, général de la **Ligue Arabe**, a déclaré que la Tunisie pouvait compter, en tout cas, sur l'aide militaire des pays arabes.

« L'évacuation des forces françaises de la base de Bizerte, a dit M. Hassouna, est une nécessité absolue. Le gouvernement et le peuple tunisien peuvent compter sur l'assistance militaire que vont leur accorder les pays arabes

(date) entre la France et les trois pays susnommés.

Cependant, au Dahomey, troisième signataire pressenti desdits accords, le Président Hubert Maga a déclaré que son pays était intervenu dans les crises d'Angola et de Bizerte parce qu'il soutenait la solidarité africaine.

En vue d'établir la somme de solidarité sur laquelle la Tunisie peut compter de la part des peuples africains frères, M. Mohamed Masmoudi est parti mercredi pour Dakar, où il a été sympathiquement accueilli. De la capitale sénégalaise il devait gagner Abidjan et d'autres capitales africaines.

A **Moscou**, M. Khrouchtchev a déclaré qu'une intervention directe de l'Union Soviétique dans l'affaire de Bizerte n'avait pas été envisagée, étant donné que ce problème fait actuellement l'objet d'une tentative de règlement devant les Assises internationales. (selon la proposition afro-asiatique de réunir l'Assemblée générale de l'O.N.U. pour statuer sur l'affaire.)

Aux **U.S.A.** où l'on redoute une pareille réunion qui internationaliserait la question de Bizerte, on a délégué M. Stevenson à Paris et Tunis, avec mission d'encourager un règlement bilatéral entre la France et la Tunisie.

**L'Assurance ne parait chère qu'avant l'accident.**  
Assurez vos services et assurez-vous à la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances. Siège social : 2<sup>e</sup> Boulevard, ex-Salle d'Exposition de l'Énergie Électrique, Conakry.

**Acheter et lire « Horoya »,**

**C'EST BIEN...**

**S'y abonner,**

**C'EST MEUX !!**

Le bureau de l'Union syndicale Panafricaine s'est réuni à Casablanca à la mise en place de son secrétariat permanent.

Le bureau a également procédé à un examen approfondi de la situation syndicale en Afrique en fonction du développement de la conjoncture internationale. Il a enregistré avec satisfaction les résonances profondes du Congrès historique de Casablanca qui a accéléré la prise de conscience des masses africaines et renforcé le courant unitaire.

Le bureau se félicite du soutien que ne cessent de lui manifester les organisations syndicales et populaires des différents continents et en particulier la Conférence des peuples africains et la Conférence de solidarité des peuples Afro-Asiatiques.

Le bureau a constaté cependant avec regret l'initiative d'une certaine centrale de provoquer une conférence syndicale à Dakar. Il considère cette initiative qui intervient deux mois seulement après la tenue du Congrès de Casablanca non seulement comme négative, et gratuite, mais de nature à créer le doute et la confusion qui engendrent la division dans les rangs des travailleurs et ne peuvent profiter en définitive, qu'à l'impérialisme et ses vassales.

C'est pourquoi, le secrétariat permanent de l'U.S.P.A. n'estime pas utile de répondre à l'initiative et demande à ses membres de ne pas y participer.

Le secrétariat a décidé d'apporter son appui total au G.P.R.A. dans son action pour l'indépendance et l'intégrité de l'Algérie et son Sahara et soutient sans réserve la lutte des peuples d'Angola et d'Afrique du Sud pour leur indépendance.

L'U.S.P.A. salue la prochaine tenue de la Conférence des pays non-engagés et formule l'espoir que de ses débats se dégage une orientation de nature à renforcer la lutte des peuples pour une libération réelle et une paix durable.

Le bureau lance un appel chaleureux et fraternel à tous les travailleurs d'Afrique pour qu'ils

réalisent leur unité et renforcent l'U.S.P.A. pour mener ensemble la lutte pour le progrès, la démocratie et la Paix.

A l'issue du Congrès du Syndicat national des Enseignants de la République de Côte d'Ivoire tenu à Abidjan du 6 au 9 juillet 1961, la Fédération des Enseignants d'Afrique Noire tient à préciser qu'elle n'a pas envoyé de délégué au dit Congrès.

Toutefois, le camarade Mamadou Traoré Ray-Autra, secrétaire à la Presse et aux Questions culturelles de la Fédération a apporté aux assises de ce Congrès le message fraternel du Syndicat national des Enseignants de Guinée qui l'avait délégué à cet effet.

Il n'a reçu aucun pouvoir pour parler et agir au nom de la Fédération avec des organisations d'enseignants non membres de cette Fédération.

C'est le cas du Syndicat national de l'Enseignement Laïc du Sénégal (S.Y.N.E.L.S.) dont les représentants à Abidjan ont pu, dans le cadre des rencontres de responsables syndicaux avoir avec Ray-Autra des causeries ou des entretiens à caractère strictement privé qui n'engagent ni la Fédération des Enseignants d'Afrique Noire ni le Syndicat national des Enseignants de Guinée.

Le bureau exécutif précise qu'en vertu des dispositions statutaires de la Fédération, il ne peut avoir de rapports qu'avec un syndicat par territoire, à savoir pour le Sénégal, le Syndicat Unifié de l'Enseignement Laïc (S.U.E.L.).

Il déclare donc nulles et sans fondement les informations qui ont pu être diffusées tant à la radio que dans la presse sur un accord hypothétique de la Fédération avec les représentants du Syndicat national de l'Enseignement Laïc du Sénégal.

Le camarade Mamadou Traoré Ray-Autra a accompli sans la moindre sa mission de délégué fraternel ainsi qu'en témoigne son intervention au Congrès.

Pour le Bureau Exécutif,

Le Secrétaire général :

Koumadian Keita

Les « Izvestia », de Moscou, à l'annonce de l'appel du pied du pirate Munongo, avaient tenu à rappeler :

« Il va sans dire que l'Union Soviétique n'a aucune intention d'avoir affaire avec la clique de fantoches qui ont vendu et trahi la liberté et l'honneur de leur peuple ».

La mise au point était courte, mais précise... Munongo n'a pas insisté.

## Les entretiens sont suspendus

Les pourparlers de Lugrin, qui devaient faire suite à la tentative manquée d'Evian, sont morts avant que d'être nés, étant donnée l'obstination des émissaires français à vouloir ignorer l'unité de l'Algérie.

« En demandant que le Sahara soit mis au frigo, a déclaré M. Krim Belkacem, leader de la délégation F.L.N. aux pourparlers, le gouvernement français a montré son désir de refuser les négociations ».

Expliquant que l'entêtement du gouvernement français à vouloir séparer le Sahara de l'Algérie, avait provoqué, la semaine dernière, l'ajournement de la conférence qui s'était ouverte, le 20 juillet, au château de Lugrin, M. Belkacem Krim a dit que le F.L.N. était toujours prêt à reprendre les négociations, mais qu'il ne pouvait le faire sur la base d'une Algérie amputée des quatre cinquièmes de son territoire !

# ETHIOPIA

Organe  
hebdomadaire  
édité par la Régie  
Nationale  
de Presse  
de la République  
de Guinée

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ  
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

LE PROGRES, NOUS NE POUVONS LE CONSIDERER QU'EN TANT QU'ACCUMULATION DE MOYENS ET EXTENSION DES POUVOIRS DONT DISPOSENT LES SOCIETES, POUR AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE ET ACCROITRE LE BIEN-ETRE DE L'HOMME.

SEKOU TOURE.

## NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE

### Panorama hebdomadaire de la politique africaine

L'Algérie et Bizerte, dont nous avons traité dans ce numéro, continuent de se partager la vedette de l'actualité.

Aux dernières nouvelles, M. Krim Belkacem, de retour à Tunis, aurait déclaré la ferme intention du G.P.R.A. de reprendre dès que possible les négociations, à condition que le gouvernement français abandonne son attitude intransigeante tendant à la sécession du Sahara.

A propos du Sahara, on aurait reproché au Président Bourguiba d'avoir conclu des accords secrets avec le Président de Gaulle au cours de leur rencontre à Rambouillet cette année. Selon ces sources tendancieuses, M. Bourguiba aurait convenu avec le Président français de laisser de côté la question de Bizerte jusqu'à la fin des combats en Algérie, en échange de quoi le général de Gaulle aurait fait des promesses au sujet du Sahara et du pétrole. Naturellement, le président Bourguiba a tenu à démentir ces rumeurs. « Il n'existe aucun accord secret, ce n'est pas dans ma manière » a-t-il déclaré.

Commentant la conférence de presse qu'a tenue, jeudi, le président tunisien, Le Figaro et Paris-Jour voient, dans sa proposition de discuter d'un calendrier pour l'éva-

des forces actuelles laisse présumer la puissance du mouvement de libération angolais !

#### EN GUINÉE PORTUGAISE

Les actions des guerrillas s'intensifient. Un groupe de patriotes a attaqué notamment, dans la nuit de mardi à mercredi le poste de police de Begone.

#### AU DAHOMÉY

Les Portugais ont du évacuer l'enclave de Ouidah, à la demande du Président Hubert Maga. Avant de se retirer ils ont mis le feu au fort Saint-Jean-Baptiste, construction datant du XVII<sup>e</sup> siècle.

#### EN REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le boycott par de nombreux pays des marchandises sud-africaines en signe de protestation contre la honreuse politique d'apartheid et la fuite des capitaux étrangers, ont fait tomber d'une façon catastrophique les réserves de la République en devises de 427 millions de dollars à 224 millions de dollars.

Pour reconquérir les marchés, les fabricants sud-africains ont cessé de marquer « by South Africa » sur leurs marchandises.

Venant à la rescousse des racistes, l'Anglo-African Association

Voilà comment les maintous de la haute finance américaine luttent contre la discrimination raciale en Afrique du Sud.

#### SUD-OUEST AFRICAIN

« La situation dans le Sud-Ouest Africain continue de faire peser sur la paix et la sécurité internationales une grave menace à laquelle il faut faire face d'urgence si l'on veut mettre un terme à cette situation, sans qu'il en résulte de conséquences regrettables », déclare le memorandum transmis le 27 juillet au Conseil de Sécurité par le président de la Commission d'enquête de l'O.N.U. pour le Sud-Ouest Africain, M. Enrique Rodriguez Fabregat, de l'Uruguay.

#### FETES COMMEMORATIVES DE L'INDEPENDANCE DANS LES PAYS DE L'ENTENTE

Au Dahomey, au cours des cérémonies marquant le premier anniversaire de l'indépendance, M. Hubert Maga, Président de la République a posé la première pierre de la « Place de l'Indépendance 1<sup>er</sup> Août 1961 » et annoncé un plan quadriennal de développement économique.

Le Niger et la Haute Volta ont commémoré le premier anniversaire de leur indépendance successivement les 3 et 5 août.

La Côte d'Ivoire de son côté s'apprête à fêter ce grand jour lundi.

### La semaine dans le monde

Tandis que l'affaire de Bizerte bat son plein sur le terrain politique, que la situation demeure assez confuse au Congo (nous vous donnons, à part, les nouvelles du Continent Africain) l'attention s'est portée, dans le monde, au cours de la semaine, sur le nouveau programme du parti communiste de l'U.R.S.S. dont vous trouverez, dans notre prochain numéro, les principaux extraits). Bien que ce programme en appelle au désarmement mondial, la conférence sur le désarmement, qui se tenait à Moscou, a été ajournée *Sine die*. La commission des Finances du Sénat américain a augmenté de la modeste somme d'un milliard de dollars le montant des crédits demandés par le Président Kennedy en vue de renforcer le potentiel militaire des U.S.A.

Toujours aux U.S.A., on « renouvelle » les cadres de la C.I.A. (service de renseignements) M. Hamilton, avocat de Wall Street remplacera M. Allen Dulles à la tête de cet organisme. M. Hamilton avait été chef du Comité

de guerre économique américain : « The right man in the right place. »

De la C.I.A., sans y voir aucun rapport, passons à Cuba où la situation est à nouveau tendue. On s'inquiète du renforcement inhabituel de la base militaire américaine géante de Guantanamo, située en territoire cubain. En Europe, après la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande ont demandé d'adhérer à leur tour au marché commun. Les membres de l'Association européenne de libre échange sont ainsi peu à peu entraînés vers les six autour desquels ils se contentaient jusqu'ici de graviter à distance. La Suède, la Norvège et la Suisse pourraient, peut-être, suivre l'exemple.

En France la suspension des pourparlers avec le F.I.N. due à l'intransigeance de M. Joxe sur le Sahara, continue à susciter des remous dans l'opinion, la plupart défavorables au gouvernement. On s'attend, l'affaire de Bizerte en plus, à une « maghrébisation » du conflit.

### Les grandes rencontres

... d'assister à un déjeuner...  
cution de Bizerte, une perche ten-  
pas saisir.

En attendant, les efforts conti-  
nuent pour la réunion d'une Assem-  
blée extraordinaire de l'O.N.U. Les  
relations diplomatiques ont été offi-  
ciellement rétablies entre la R.A.U.  
et la Tunisie.

Parallèlement aux événements  
d'Afrique du Nord, les problèmes  
cruciaux demeurent, sur notre conti-  
nent, outre la confusion qui règne  
au Congo sous la tutelle de l'O.N.U.,  
la lutte des patriotes contre le joug  
portugais, en Angola et en Guinée  
portugaise. En Afrique du Sud et  
au Sud-Ouest Africain les exactions  
des racistes se poursuivent...

#### AU CONGO

Au Congo, un gouvernement au-  
rait été investi par les Chambres,  
gouvernement ayant à sa tête M.  
Cyrille Adoula, nommé par le Prési-  
dent Kasavubu. On aurait désigné  
comme vice-présidents MM. Jason  
Sendwé (Balubakat) et Antoine  
Gizenga.

Reste à savoir, comme l'écrit le  
**New-York Times** si M. Gizenga  
est d'accord avec cette nomination...

A Stanleyville, en tout cas, le  
commandant en chef de l'armée du  
Congo le général Lundula a déclaré,  
aux applaudissements de la foule  
réunie pour un meeting, qu'il n'y  
avait au Congo qu'un seul gouver-  
nement légal de Patrice Lumumba,  
dirigé par M. Antoine Gizenga.

Les garanties sur la base des-  
quelles le Parlement congolais a été  
ouvert, n'aurait pas été observées  
correctement par l'O.N.U. Ce qui  
a donné lieu, à Stanleyville, à des  
manifestations devant le siège des  
représentants de l'O.N.U.

#### EN ANGOLA

Dernièrement, à Cabinda, enclave  
portugaise dans le Congo-Léopold-  
ville, deux importants combats infi-  
geaient de lourdes pertes aux élé-  
ments de l'armée portugaise que le  
général Mavio Silva s'appêtait à  
inspecter...

Dans les régions de Camona, de  
Quitexe et de Camatela on enregis-  
tre de sanglants combats.

Des renforts de troupes, venant  
des Açores et du Portugal, ont été  
dirigés sur l'Angola. L'épuisement

... parait ont débuté depuis le  
accordé à la République Sud-Africaine un prêt de 75 millions de dol-  
lars. C'est le ministre des Finances  
de ce pays qui a annoncé cette nou-  
velle.

## Après le voyage

# DU PRÉSIDENT KWAMÉ N'KRUMAH en U. R. S. S.

Le Président Kwamé N'Krumah a  
quitté la République Polonaise  
samedi 29 juillet, après une visite de  
quatre jours.

Le président ghanéen avait  
gagné Varsovie après avoir pris  
congé, au Palais du Kremlin de  
M. Brejnev et de ses hôtes russes.  
Répondant aux adieux du Président  
Brejnev qui l'avait assuré de  
l'amitié de l'U.R.S.S., M. N'Krumah  
avait déclaré notamment :

« Le développement économique  
des pays africains a été retardé par  
suite de la domination coloniale et  
de la traite de leurs richesses par  
les colonialistes.

« Même après avoir accordé l'in-  
dépendance à ces pays, les ex-colo-  
nialistes ont continué d'exercer « de  
loin » leur contrôle sur eux, en  
confiant cette indépendance à un  
groupe de traitres et de marionnettes  
qui les ont aidé à perpétuer leur  
contrôle.

« L'Afrique ne sera jamais une  
annexe de l'Europe. Le moment est  
venu pour les puissances coloniales  
de quitter le continent africain, car  
le colonialisme est un dangereux  
anachronisme, et il n'y aura pas de  
paix tant que le colonialisme et  
l'imperialisme existeront. »

Le Président N'Krumah devait  
déclarer également que le Ghana  
n'avait jamais oublié ses amis dans  
les autres parties du continent  
africain, et qu'il considérait son  
indépendance comme vaine si les  
autres peuples africains n'obtenaient  
pas la leur.

Après avoir affirmé que sans  
l'Union Soviétique, le mouvement de  
libération africaine aurait subi la  
persécution la plus brutale, le Prési-  
dent du Ghana avait rendu hom-  
mage à « l'expérience et au progrès

... parait ont débuté depuis le  
retour de M. Houphouët Boigny.  
M. Diallo Abdourahamane, membre  
du B.P.N. et ministre d'Etat, repré-  
sente la République de Guinée à  
cette cérémonie.

de l'U.R.S.S. qui a démontré l'effi-  
cacité de l'unité politique. » « Une  
telle réalisation, conclut M. Kwamé  
N'Krumah, peut également voir le  
jour en Afrique où les conditions s'y  
prêtent, et qui en a grand besoin. »

#### COMMUNIQUE COMMUN GHANA-U.R.S.S.

Dans un communiqué commun,  
rendu public lundi dernier, les gou-  
vernements du Ghana et de  
l'U.R.S.S. :

— Condamnent l'agression des  
colonisateurs français à Bizerte et  
soutiennent les justes revendications  
du peuple tunisien.

— Soutiennent unanimement le  
gouvernement légal de la Républi-  
que congolaise conduit à présent par  
M. Antoine Gizenga.

— Condamnent résolument les  
actes des colonisateurs portugais en  
Angola.

Les deux gouvernements jugent  
qu'il est nécessaire d'effectuer cer-  
tains changements dans la structure  
de l'O.N.U. et la composition de ses  
organes. Ils soulignent aussi qu'une  
des conditions les plus importantes  
pour la bonne marche de l'O.N.U.,  
est la reconnaissance immédiate des  
droits légitimes de la République  
Populaire de Chine à rentrer dans  
cette organisation.

Le communiqué constate en outre  
que les tentatives des certaines puis-  
sances ouest-européennes d'entraîner  
les pays africains dans une commu-  
nauté économique européenne ont  
pour but de lier ces pays à l'impe-  
rialisme européen, d'empêcher les  
pays africains de suivre une politi-  
que neutre et indépendante, et de les  
maintenir dans une position de four-  
nisseurs de matières premières pour  
les puissances impérialistes.

## L'IDYLLE BAUDOUIN 1<sup>er</sup> - FRANCO

« Le roi Baudouin de Belgique, au  
cours de son séjour en Espagne, dé-  
jeune avec le général Franco, sur le  
yacht du **Caudillo**. » (les journaux)

Le roi Baudouin, dont la famille  
de Saxe-Cobourg, a, comme on sait,  
produit ses bontés au Congo en le  
dotant notamment de la riche Union  
minière et en lui léguant, après l'in-  
dépendance, de grands hommes  
d'Etat comme Tschombé, le roi  
Baudouin avait, ces temps derniers,  
gagné un repos bien mérité...

Aussi avait-il décidé de prendre  
des vacances et de se prélasser au  
bord de la mer tout en construisant  
des châteaux de sable... en Espagne.

Arrivé à Saint Sébastien, il flânait  
sur le rivage, respirait largement  
l'air sain lorsqu'il aperçut, par  
hasard, au large, un yacht qui lui  
sembla de belle allure.

Comme il n'avait rien d'autre à  
faire et que l'idée, tout à coup, lui  
parût plaisante, il héla son grand  
maréchal de la Cour et lui fit part  
de son désir de visiter ce yacht.

« Rien de plus simple, Sire »  
répondit ce majordome toujours  
dévoué : je vais m'enquérir du nom  
du propriétaire et lui annoncer votre  
visite : je suis sûr qu'il en sera flatté.

Hasard inouï, ou providence ? Ce  
yacht était justement celui du géné-  
ral Franco ! On laisse à penser la vie  
que firent nos deux amis. On orga-  
nisa un petit déjeuner où l'on pensa  
même à inviter Léon Degrelle qui  
villégiaturait dans sa propriété sévil-  
lane.

Mais l'ancien chef rexiste belge,  
dont Hitler n'a jamais assez vanté les  
mérites, était à peine remis de l'émo-  
tion que lui avait causée une ignoble  
tentative d'enlèvement dont il avait  
failli être victime. Les deux immor-  
nels individus, Israélien Alubby, et  
le Français Jacques Fenchon, qui  
avaient tenté de bafouer ainsi le  
droit des gens honnêtes à la liberté  
ont d'ailleurs comparu, le 28 juillet  
devant un tribunal de Barcelone qui  
les a condamnés à neuf ans de prison  
chacun pour tentative de « subver-  
sion contre l'Etat espagnol ».

Parce que, comme chacun le sait,  
Degrelle ou l'Etat espagnol, c'est un  
peu comme cousins germains.

Bref, Degrelle ne pouvant pas se  
déplacer, occupé qu'il était par  
ailleurs à jeter les bases de sa future  
politique, s'excusa et eût le geste  
délicat d'envoyer à sa place un excel-  
lent ami à lui, l'ancien commandant  
S.S. de la Division (Division)  
« Azul » sur le front de l'est. Celui-ci  
fut présenté à Baudouin et le déjeu-  
ner fut très gai.

Un nuage, hélas ! devait venir  
assombrir cette sympathique récep-  
tion : en Belgique, des mécontents et  
jaloux faisaient croire à la piétaille  
que cette innocente rencontre de  
trois bons amis « cachait quelque  
chose. » Quoi ? On vous le  
demande...

On aurait même été jusqu'à criti-  
quer le roi parce qu'il n'aurait pas  
« informé » le gouvernement de  
cette petite visite sur yacht, en Espa-  
gne ! De quoi va-t-on se mêler à  
présent !

Si le gouvernement n'est pas con-  
tent, la belle affaire ! On en connaît  
un qui saura le mettre au pas, un, au  
moins qui a du savoir-vivre et qui ne  
se formalise pas de ce qu'on puisse  
monter sur le bateau d'un homme  
aussi aimable que le général Franco :  
cet homme, qui, tout en étant du  
peuple sait aussi être homme du  
monde, c'est monsieur Spaak. Lui  
saura tout arranger, aussi Baudouin  
poursuivit-il, malgré les médisances  
dont on veut l'accabler, des vacan-  
ces sereines.

...Oran en emporte la brise espa-  
gnole.

La preuve que Baudouin se moque  
pas mal de ce que le peuple belge et  
ses suppôts peuvent en penser, c'est  
qu'aujourd'hui même, samedi, il est  
en train d'assister à Saint-Sébastien,  
à un festival de pelote basque, en  
compagnie du général Franco.

Ces deux là, au moins, n'ont pas  
de complexes...

Ah ! les belles vacances !